



Assemblée générale

Distr. générale
30 avril 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-deuxième session

Point 113 de l'ordre du jour

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

Application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes au sujet des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période terminée le 30 juin 1997

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Au paragraphe 7 de sa résolution 48/216 B, en date du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire connaître, au moment où elle est saisie des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, les mesures prises ou envisagées pour donner suite à ces recommandations.

2. Le présent rapport a donc été établi en réponse aux recommandations formulées par le Comité dans son rapport sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de 18 mois terminée le 30 juin 1997¹. On s'est fondé sur l'hypothèse que toutes les recommandations susmentionnées seraient approuvées par l'Assemblée générale à sa présente session. Des informations y sont données sur les mesures prises ou envisagées pour appliquer les recommandations.

3. Lors de l'établissement du présent rapport, il a également été tenu compte des dispositions des résolutions suivantes de l'Assemblée générale :

a) Résolutions 49/216 B (en particulier les dispositions des paragraphes 3 et 4 concernant les biens durables)

et 49/216 C, en date du 23 décembre 1994 (en particulier le paragraphe 3 concernant les réserves émises par les vérificateurs des comptes au sujet des états financiers se rapportant aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies);

b) Résolution 50/204 A, en date du 23 décembre 1995 (en particulier les dispositions du paragraphe 4 concernant l'application des recommandations du Comité); et

c) Résolution 52/1, en date du 15 octobre 1997 (en particulier les dispositions du paragraphe 4 de la section II concernant la poursuite du développement du système de logistique des missions se rapportant au transfert d'avoirs à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi).

II. Application des recommandations formulées au paragraphe 10 du rapport du Comité des commissaires aux comptes

4. Au paragraphe 10 a), le Comité formule la recommandation suivante :

«Le montant des réclamations en instance à l'encontre d'opérations de maintien de la paix et qui doivent faire l'objet d'un arbitrage devrait être indiqué dans les notes afférentes aux états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies, ces réclamations pouvant constituer une obligation financière pour l'Organisation [par. 11 a) iii)].»

5. Il est extrêmement difficile de déterminer le montant exact des réclamations qui doivent faire l'objet d'un arbitrage. En effet, pour diverses raisons (les réclamations peuvent être fallacieuses, le montant peut en avoir été gonflé, et il arrive qu'elles soient assorties de contre-demands de la part de l'Organisation), un grand nombre des réclamations qui sont en instance d'arbitrage portent sur des montants sensiblement supérieurs à ceux qui seront arrêtés à l'issue du règlement final. Dès l'instant où les montants définitifs à régler sont connus, les provisions requises sont inscrites dans les comptes. Le Secrétariat continuera de tenir dûment compte de la recommandation susmentionnée, mais il estime qu'en l'état actuel des choses, s'il fournissait de plus amples informations, il risquerait d'induire en erreur les parties concernées.

6. Au paragraphe 10 b), le Comité formule la recommandation suivante :

«Afin de donner une image plus exacte de la situation financière, il faudrait inclure dans les états financiers des provisions pour les retards dans le règlement des contributions mises en recouvrement, conformément aux principes énoncés dans les normes comptables pour le système des Nations Unies [par. 11 b) iii)].»

7. Ainsi que l'a souligné le Comité des commissaires aux comptes, les contributions fixées constituent une obligation statutaire pour les États Membres et ne peuvent être annulées qu'avec l'accord de l'Assemblée générale. Ces contributions sont assimilées dans les états financiers à des recettes globales au titre de la période sur laquelle portent les comptes. Les tableaux, assortis des explications correspondantes qui accompagnent les états financiers font apparaître tant les contributions acquittées que celles qui demeurent en instance. En outre, les notes relatives aux états financiers contiennent des informations sur tout État Membre qui a fait part de son intention de ne pas participer au financement de telle ou telle mission de maintien de la paix. Il semble que ces informations soient suffisantes pour répondre aux préoccupations que reflète la recommandation susmentionnée.

8. Au paragraphe 10 c), le Comité formule la recommandation suivante :

«L'Administration devrait arrêter des délais appropriés pour la présentation des demandes d'achats, de sorte que les fournisseurs aient le temps de répondre aux appels d'offres, et devrait veiller à ce que ces délais soient respectés (par. 49).»

9. Le Secrétariat s'efforce d'offrir des délais suffisants pour permettre à autant de fournisseurs qualifiés que possible de présenter une soumission. Toutefois, de tels délais ne sont pas toujours réalistes et il y a parfois lieu de les abréger afin de faire face aux contraintes opérationnelles immédiates. En pareil cas, les sections chargées des achats font généralement appel à des fournisseurs préqualifiés ou dont la réputation est connue afin de se procurer les biens et services requis. Le Secrétariat continuera d'arrêter des délais appropriés chaque fois qu'il sera réaliste de le faire.

10. Au paragraphe 10 d), le Comité formule la recommandation suivante :

«Afin d'éviter les retards dans l'attribution des contrats, le Comité recommande que l'Administration fixe des délais précis pour l'évaluation technique des soumissions et les autres opérations d'évaluation interne (par. 56).»

11. Dans le corps de son rapport, le Comité relève qu'en raison des retards injustifiés survenus dans l'évaluation des soumissions, des contrats existants avaient été reconduits sans qu'il soit procédé à un appel d'offres, ce qui, dans certains cas, avait occasionné à l'Organisation des dépenses supplémentaires.

12. Dans l'exemple cité par le Comité, les demandes d'achats destinés à trois missions ont été consolidées pour la première fois, ce qui s'est finalement soldé par des économies. Le Siège ayant eu besoin de davantage de temps pour se concerter avec les missions afin de soigneusement établir le document d'adjudication devant couvrir leurs besoins conjugués, les différents contrats existants ont été prorogés, ce qui a eu pour effet de différer les économies. La situation était inévitable.

13. En règle générale, l'Administration lance un appel d'offres lorsqu'il s'agit d'attribuer de nouveaux contrats au titre d'opérations de maintien de la paix. Cependant, procéder systématiquement chaque année à un nouvel appel d'offres peut parfois s'avérer plus coûteux que de proroger un contrat existant, en particulier dans le cas de besoins complexes comme la fourniture de rations et les services d'appui logistique. Dans ce type de contrat, les frais à engager pour mobiliser le nouveau fournisseur et lui transférer le marché considéré sont substantiels. Toute la question du choix entre le recours à un nouvel appel d'offres et la prorogation des

contrats en vue de subvenir aux besoins des opérations de maintien de la paix est actuellement examinée par un groupe de travail se composant de représentants du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de la gestion et du Bureau des affaires juridiques. Le groupe de travail doit recommander des directives à l'intention du Comité des marchés du Siège.

14. Au paragraphe 10 e) de son rapport, le Comité formule la recommandation suivante :

«L'Administration devrait établir un processus global de planification des achats afin d'éviter des prorogations de contrats injustifiées, et chaque fois que possible, de tirer parti des économies d'échelle (par. 59).»

15. Le Secrétariat est sur le point d'achever la mise en place d'un système de contrats de portée globale dans tous les cas où il serait possible de le faire. Jusqu'à présent, des contrats de cette nature ont été approuvés pour couvrir les besoins en véhicules, en rations et autres fournitures. Dans le cadre du processus global de planification des achats, les missions ont été priées d'indiquer leurs besoins pour le prochain cycle budgétaire. Leurs demandes d'achats seront évaluées au Siège en vue de l'établissement d'autres contrats de portée globale chaque fois que possible.

16. Au paragraphe 10 f), le Comité formule la recommandation suivante :

«Le Département des opérations de maintien de la paix, en liaison avec la FORDEPRENU et la MONUA, qui a succédé à UNAVEM III, devrait mener une enquête sur les circonstances dans lesquelles les deux missions ont été amenées à effectuer des dépenses qui auraient pu être évitées et prendre les mesures appropriées à cet égard (par. 65).»

17. Au paragraphe 10 g), le Comité mixte formule la recommandation suivante :

«L'Administration devrait appeler l'attention de la MONUA sur la nécessité de se conformer pleinement aux procédures établies en matière d'achats (par. 67).»

18. La situation de ces deux missions a fait l'objet d'une enquête. Le Département des opérations de maintien de la paix a pris des mesures pour veiller à ce que les missions vérifient les factures plus méticuleusement et s'assurent que les biens et services facturés ont effectivement été utilisés, et ce avant d'autoriser les paiements prévus par les contrats. La Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) dispose à présent d'un noyau de personnel supplémentaire chargé des achats. Les préoccupations du Comité ont été portées à l'attention de toutes les missions et celles-ci se sont vu rappeler la nécessité de se conformer pleinement aux procédures établies en matière d'achats.

19. Le Siège a adressé aux missions des rappels quant aux conditions très strictes régissant la soumission à posteriori au Comité des marchés du Siège des cas qui engageraient la responsabilité personnelle des chefs d'administration des missions.

20. Au paragraphe 10 h), le Comité formule la recommandation suivante :

«Afin de faciliter le traitement des demandes de remboursement et de veiller à ce que leur règlement fasse l'objet de contrôles appropriés et porte sur les montants exacts, l'Administration devrait revoir les systèmes informatisés servant à administrer les lettres d'attribution, afin de s'assurer qu'ils sont bien reliés entre eux, que la saisie des données est fiable et que l'information circule effectivement (par. 74).»

21. Des représentants du Département des opérations de maintien de la paix et du Système intégré de gestion (SIG) ont entamé des concertations en vue de mieux assurer la compatibilité de leurs dossiers respectifs concernant les lettres d'attribution. Les améliorations apportées au Système intégré de gestion permettront de suivre à chaque étape la présentation, la préaffectation et le règlement des lettres d'attribution. L'exécution des tâches et la délivrance des certifications préalablement au règlement final seront vérifiées séparément par le Département des opérations de maintien de la paix. Des examens seront effectués à intervalles réguliers afin de rapprocher les deux séries de données et d'éviter des certifications excessives.

22. Au paragraphe 10 i), le Comité formule la recommandation suivante :

«Le Comité des marchés du Siège ne devrait pas honorer les lettres d'attribution présentées a posteriori; l'Administration devrait définir clairement les cas dans lesquels les demandes de remboursement autres que les lettres d'attribution peuvent être acceptées (par. 79).»

23. Les directives établies à l'intention des pays fournissant des contingents énoncent clairement les conditions administratives et financières qui doivent être remplies pour la fourniture de services au titre de lettres d'attribution. On a dûment rappelé à toutes les missions la nécessité de s'assurer de l'assentiment préalable du Siège pour la fourniture de services supplémentaires. Le Département des opérations de maintien de la paix a dressé une liste des circonstances dans lesquelles des demandes de remboursement autres que les lettres d'attribution peuvent être acceptées et a communiqué cette liste à toutes les missions. Avec l'instauration de nouvelles procédures de remboursement du matériel appartenant aux contingents en vertu du système de contrats pouvant ou non être assortis de la fourniture de services, le recours

aux lettres d'attribution sera moins fréquent et, par ailleurs, le nombre des circonstances exceptionnelles dans lesquelles des demandes de remboursement peuvent être acceptées sera réduit. Le nombre des demandes d'approbation de lettres d'attribution qui seront soumises a posteriori au Comité des marchés du Siège sera réduit d'autant.

24. Au paragraphe 10 j), le Comité formule la recommandation suivante :

«La liquidation des opérations de maintien de la paix devrait être réalisée le plus rapidement possible de manière à réduire les coûts au maximum; il conviendrait donc d'établir un plan qui définisse avec précision les délais d'exécution des différentes tâches qui subsistent pour toutes les missions en cours de liquidation, et dont l'application soit étroitement suivie par le Département des opérations de maintien de la paix (par. 136).»

25. Des directives ont été établies et distribuées à toutes les missions en cours de liquidation ou devant l'être sous peu. Ces directives sont actuellement examinées à la lumière de l'expérience acquise durant la liquidation du quartier général des Forces de paix des Nations Unies et seront diffusées une fois révisées. Le Département des opérations de maintien de la paix a l'intention de conserver auprès des missions un noyau aussi étoffé que possible de fonctionnaires expérimentés pendant un période pouvant aller jusqu'à six mois, de manière qu'un aussi grand nombre que possible de tâches puissent être achevées sur le terrain avant que les intéressés ne regagnent le Siège.

26. Au paragraphe 10 k), le Comité formule la recommandation suivante :

«Pour permettre un contrôle plus efficace, les missions en cours de liquidation devraient dresser un inventaire physique de leurs biens non consommables avant leur cession, conformément aux directives provisoires relatives à la liquidation (par. 150).»

27. Le système de contrôle des avoirs sur le terrain récemment approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/1 permettra aux responsables au Siège et sur le terrain de se faire une vue d'ensemble, pratiquement en temps réel, de tous les avoirs se rapportant aux opérations de maintien de la paix, et a déjà permis d'améliorer la tenue des registres de contrôle des stocks. En outre, il est actuellement procédé à un inventaire physique de tous les avoirs, non consommables et consommables, se rapportant à toutes les opérations en cours de liquidation.

28. Au paragraphe 10 l), le Comité formule la recommandation suivante :

«L'Administration devrait revoir l'ensemble de la procédure de passation par profits et pertes des biens non consommables, depuis la prise de décisions par les missions jusqu'à l'approbation par le Siège, afin de réduire les délais (par. 154).»

29. Des représentants du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de la gestion entreprennent actuellement de revoir tous les aspects de la procédure de contrôle du matériel. Des mesures sont notamment proposées en vue d'améliorer les systèmes de comptabilisation des avoirs, qui seront transférés aux missions une fois qu'ils auront été appliqués au Siège avec succès. En outre, en vertu des procédures qui ont été mises en place, les missions se sont vu conférer des pouvoirs et responsabilités financiers accrus pour ce qui est du matériel appartenant à l'ONU de manière à leur permettre de traiter elles-mêmes davantage de dossiers sur place.

30. Au paragraphe 10 m), le Comité formule la recommandation suivante :

«Le Département des opérations de maintien de la paix devrait s'assurer, avant qu'une mission en cours de liquidation ne transfère des avoirs à une mission en cours, qu'il soit procédé à une évaluation appropriée, de manière à éviter que l'expédition de matériel hors d'usage n'entraîne des frais supplémentaires pour l'Organisation (par. 165).»

31. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général du 21 mai 1997 sur le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (A/51/905), le Secrétariat a arrêté une politique de transfert de matériel à la Base prévoyant que les articles considérés doivent avoir encore au moins deux ans de vie utile, être en bon état ou pouvoir être réparés à un coût ne dépassant pas 30 % de leur valeur après amortissement. Les chefs d'administration des missions sont par ailleurs tenus de confirmer que les dispositions ainsi arrêtées ont bien été respectées. Cette politique a été appuyée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport du 30 septembre 1997 (A/52/407) et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/1.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 5 (A/52/5), vol. II, chap. II.